

[Texte]

Having said that, I'd like to just go on to my question about the North American Free Trade Agreement. With NAFTA, I have a number of concerns. For instance, there's the effect it would have on water. In 1982 or 1992 at the Dublin conference on the environment, it was viewed by the governments, 100 of whom signed principle statements, that water is an economic good. It has economic value.

Large water diversion projects have not been excluded under the North American Free Trade Agreement. There are still open questions about procurement policies. You talked about the signing of the Nunavut agreement. There would have to be certain provisions and what would appear to be unfair subsidies that would apply to Nunavut to give it a kick-start, or Denendeh if they became a separate entity also, or any other self-government entity in the north. If there are procurement policies such as the business incentive policy in the north and if there is a procurement policy that would secure procurement of certain contracts for aboriginal groups, how do we secure those in relation to NAFTA?

• 1800

I am also extremely concerned about the Marine Mammal Protection Act in that we're trying to develop whole country foods for economic development. Nunasi is doing an excellent job with different by-products of animals they harvest, food products as well as clothing products.

I would like to know if there still is the restriction on export of certain goods that relate to marine mammals. There was a restriction on polar bears, seals, and also on certain ivories and marine mammal bones. I'd like to know if we have any concerns and if, as the protector of aboriginal rights, our main spokesperson, you would be willing to put forward an amendment to the North American Free Trade Agreement to deal with those issues.

Mr. Siddon: At the midnight hour.

First of all, you've made an assertion describing my view of the national chief. I want to categorically reject your assertion. I have no disrespect toward the national chief. He has his role. He exercises it as he sees best fit. I mean no disrespect.

I hear regularly from regional chiefs, treaty First Nations chiefs and others, I don't have to name them, who say they expect me, as part of my fiduciary responsibility, to honour their requests, to look after their people. They don't particularly want to be caught up in the national politics.

I said I think it would be well if aboriginal leadership could come together in the largest possible forum and establish an approach to decision-making that hastens the possibility of functional self-government. I would never in any way interfere with the achievement of that goal, because I believe in it.

But when other chiefs or leaders say that for their people this is what they want to do, they can't wait for people to have national conferences to decide their destiny, I submit to you that I have an obligation—in fact, it's part of my trust

[Traduction]

Cela dit, je passe à ma question au sujet de l'Accord de libre-échange nord-américain. L'ALENA m'inquiète à plus d'un égard. Prenons, par exemple, l'effet qu'il aurait sur les eaux. En 1982 ou 1992, à la Conférence de Dublin sur l'environnement, les gouvernements, dont 100 ont signé des déclarations de principe, ont estimé que l'eau est un bien économique. L'eau a une valeur économique.

Les grands de projet de détournement d'eaux n'ont pas été exclus en vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain. Il reste des questions sans réponse au sujet des politiques d'approvisionnement. Vous avez parlé de la signature de l'entente du Nunavut. Le Nunavut, ou le Denendeh, s'il doit être une entité distincte également, ou toute autre entité autonome dans le Nord, aurait besoin pour démarrer de certaines dispositions et de subventions qui pourraient paraître injustes. S'il y a des politiques d'acquisition comme la politique de stimulation des entreprises dans le Nord et s'il y a une politique d'acquisition qui réserverait certains contrats aux groupes autochtones, comment les protégeons-nous dans le cadre de l'ALENA?

Je suis extrêmement préoccupée aussi par la «Marine Mammal Protection Act», en ce sens que nous essayons de mettre au point des aliments de campagne entiers à des fins de développement économique. La Nunasi abat de l'excellent boulot avec différents sous-produits des animaux qu'elle récolte, des produits alimentaires comme des produits d'habillement.

J'aimerais savoir si la restriction à l'exportation de certains biens qui concernent les mammifères marins tient toujours. Il y avait une restriction pour les ours polaires et les phoques, ainsi que pour certaines ivoires et certains os de mammifères marins. J'aimerais savoir si nous avons des craintes et si, en tant que protecteur des droits autochtones, notre principal porte-parole, c'est-à-dire vous, serait disposé à proposer une modification à l'Accord de libre-échange nord-américain sur ces questions-là.

M. Siddon: Il est minuit.

Tout d'abord, vous avez fait une affirmation quant à ma perception du chef national. Je la rejette catégoriquement. Je ne manque pas de respect à l'endroit du chef national. Il a son rôle à jouer. Il l'exerce comme il l'entend. Je ne veux pas lui manquer de respect.

Des chefs régionaux, des chefs des premières nations visées par traité et d'autres... que je n'ai pas à nommer—me disent tout le temps qu'ils s'attendent que, dans le cadre de ma responsabilité de fiduciaire, je réponde à leurs demandes, je m'occupe de leur monde. Ils ne tiennent pas particulièrement à être des pions dans le jeu de la politique nationale.

J'ai dit que ce serait bien si les dirigeants autochtones pouvaient se regrouper dans le forum le plus grand possible pour définir une approche de la prise de décisions qui accélérerait la possibilité d'un gouvernement autonome fonctionnel. Jamais, par quelque moyen, j'empêcherais l'atteinte de cet objectif, car j'y crois.

Mais lorsque d'autres chefs ou dirigeants disent vouloir autre chose pour leurs commettants, lorsqu'ils disent ne plus pouvoir attendre les conférences nationales pour qu'on décide de leur sort, je vous dis que j'ai une obligation... de fait, cela fait